CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n°18.822 du 19 novembre 2008
dans l'affaire X /

En cause : X

Contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

LE ,

Vu la requête introduite le 3 novembre 2008 par X, de nationalité congolaise, contre la décision X du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise le 17 octobre 2008 ;

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu l'article 39/77 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu la note d'observation ;

Vu l'ordonnance 13 novembre convoquant les parties à l'audience du 18 novembre 2008 ;

Entendu, en son rapport, , ;

Entendu, en observations, la partie requérante par Me MUKENDI KABONGO, , et M. C. ANTOINE, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse ;

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié et de refus d'octroi de la protection subsidiaire qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous seriez de nationalité congolaise (République Démocratique du Congo) et d'origine ethnique mukongo-muyembe. Vous seriez membre du mouvement Bundu Dia Kongo (BDK) pratiquement depuis votre naissance, vos parents faisant partie de ce mouvement. En 1993, vous auriez quitté le Bas-Congo avec vos deux soeurs pour aller vivre à Kinshasa, et ce parce que vos parents n'avaient plus les moyens de subvenir à vos besoins. A votre arrivée à Kinshasa, ne trouvant pas l'oncle chez lequel vous deviez résider, vous seriez allées dans une église protestante, proche de l'endroit où vous vous trouviez. Le pasteur vous aurait accueillies et hébergées. Vous auriez trouvé un travail dans un restaurant. Vous auriez rencontré le père de vos enfants là-bas. Vous seriez allée vivre avec lui dans un dépôt appartenant à son patron, au moment où vous étiez enceinte de votre premier enfant. Après la naissance de votre second enfant, en 2003, votre compagnon aurait été licencié de son travail et serait parti. Vous auriez été

contrainte de quitter le dépôt et seriez retournée vivre avec vos soeurs dans l'église protestante. En janvier 2007, vous seriez retournée dans le Bas-Congo avec une de vos soeurs. Vous auriez appris que vos parents avaient été tués le 31 janvier 2007 dans le cadre d'une marche organisée par le mouvement BDK. Vous auriez d'abord été hébergées par l'amie de votre mère puis par votre tante maternelle. A votre retour au Bas-Congo, vous auriez recommencé à aller prier dans une église de BDK. Le 28 février 2008, alors que vous en train de prier à l'église BDK de Luozi (á Nsemi), des militaires auraient envahi les lieux et vous auriez été arrêtée. Un des militaires chargés d'escorter les personnes arrêtées vous aurait proposé de vous faire évader si vous consentiez à avoir des relations sexuelles avec lui, il vous a donc emmenée dans la brousse où lui et un autre militaire vous auraient violée. Ils vous auraient ensuite laissée partir. Vous auriez marché jusqu'à la grand-route qui mène à Kinshasa où vous auriez arrêté un camion afin qu'il vous emmène à Kinshasa. Celui-ci vous aurait conduit au rond-point Ngaba. Vous seriez ensuite allée chez votre ancienne patronne, laquelle aurait accepté de vous recueillir. Durant toute la durée de votre séjour chez elle, vous auriez entendu à la radio que votre nom était cité parmi les gens recherchés. Vous auriez également fait la connaissance d'un homme, [K.], avec lequel vous auriez eu une relation amoureuse. Ce dernier aurait financé et organisé votre voyage vers la Belgique. Le 28 septembre 2008, vous auriez quitté votre pays et seriez arrivée à Zaventem le lendemain.

B. Motivation

Force est cependant de constater que l'analyse approfondie de vos déclarations a mis en évidence des éléments empêchant d'accorder foi à vos propos et de considérer qu'il existerait, dans votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, ou un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la Loi sur les étrangers (loi du 15 décembre 1980).

En effet, bien que n'ayant pas de carte de membre, vous déclarez être membre du mouvement BDK « pratiquement depuis votre naissance », vos parents étant membres de ce mouvement. Vous dites également avoir commencé l'enseignement de ce mouvement avant de devoir quitter le Bas-Congo en 1993. Vous ajoutez qu'à votre retour dans le Bas-Congo, vous aviez recommencé à aller prier dans une église de ce mouvement. Enfin, vous déclarez avoir été arrêtée alors que vous étiez en train de prier dans l'église de Bulezi (audition au Commissariat général ; pages 2, 14, 23, 24). Or, questionnée sur ce mouvement, vous avez fourni des réponses imprécises et erronées.

Ainsi, concernant la philosophie de ce mouvement, vous vous contentez de dire que le mouvement « met l'accent sur l'amour entre nous, les Noirs » (audition au Commissariat général, pages 24-27). Questionnées sur les piliers de la philosophie de BDK, vous dites que la philosophie du mouvement repose sur les ancêtres et que, comme les autres églises, BDK a son Dieu et ses prophètes (audition au Commissariat général ; page 27). Questionnée pour savoir qui ost le Dieu de BDK, vous dites uniquement que No Mwanda Nsemi est le prophète (Comme Kibangu l'est pour les Kimbanguistes). Lorsqu'il vous est demandé qui sont les ancêtres sur lesquels repose le mouvement, vous dites ne pas le savoir car vous n'aviez pas ou le temps de suivre les enseignements quand vous étiez petite (en raison de votre départ, à l'époque, pour Kinshasa).

Aussi, questionnée sur la devise du mouvement, vous avez dit que c'était « Avec notre Dieu, le Dieu des Noirs, nous vaincrons » (audition au Commissariat général page 36).

En outre, questionnée sur la structure du mouvement, vous avez uniquement fait mention à No Mwanda Nsemi, aux diacres, aux chorales et aux membres simples. Questionnée plus avant, vous avez également dit qu'il y a avait de petites églises, des cellules, qui portaient le nom de « Bundu Dia Nsemi » (audition au Commissariat général ; pages 25, 33, 34).

Par ailleurs, vous déclarez que l'enseignement au sein du mouvement dure trois mois (audition au Commissariat général pages 26, 35).

De même, vous déclarez que le siège général du mouvement se trouve à Lubozi (audition au Commissariat général ; page 29).

Enfin, vous n'avez pas été en mesure de donner l'emblème du mouvement ni de donner le nom du journal publié par celui-ci (audition au Commissariat général pages 36, 31).

Vos déclarations concernant le mouvement BDK sont lacunaires et entrent en contradiction avec les informations dont dispose le Commissariat général et dont une copie figure dans le dossier administratif.

L'ensemble de ces méconnaissances empêche le Commissariat général de croire que vous êtes membre de BDK et que vous avez fréquenté les églises de ce mouvement. Dès lors, parce que les persécutions que vous relatez trouvent leurs origines dans votre appartenance et vos activités au sein de BDK, l'ensemble de votre récit est totalement remis en cause.

Par ailleurs, il importe de relever que l'analyse de vos déclarations a également mis en lumière des incohérences et imprécisions.

Ainsi, vous déclarez être retournée dans le Bas-Congo vers la fin du mois de janvier 2007 et y avoir appris le décès de vos parents, lesquels auraient été enterrés avant votre retour. Or, vous affirmez par ailleurs qu'ils ont été tués le 31 janvier 2007 (audition au Commissariat général pages 10, 12, 13). Il n'est pas crédible que vous ayez appris, vers la fin du mois de janvier 2007, l'existence d'un événement qui se serait déroulé le dernier jour du mois de janvier 2007.

Aussi, alors que vous dites être membre de BDK depuis votre naissance car vos parents appartenaient à ce mouvement, que vous étiez en train d'apprendre les enseignements au moment de votre départ vers Kinshasa, il n'est pas crédible qu'en arrivant dans cette ville, en constatant que l'oncle qui devait vous accueillir avait disparu, vous vous soyez adressée à une église protestante plutôt qu'à une église BDK (audition au Commissariat général ; pages 6, 7). Confrontée à cette incohérence, vous dites être allée dans l'église la plus proche (audition au Commissariat général pages 32, 33). Cette explication peut justifier le fait que vous vous soyez réfugiée dans cette église dans un premier temps mais pas que vous y soyez restée durant des années (de 1993 à 1999 et de 2003 à 2007). En outre, il est tout aussi peu crédible que durant tout votre séjour à Kinshasa, de 1993 à 2007, vous ne vous soyez pas rendue au sein d'une de ces églises et que n'ayez pas cherché activement à savoir où elles se trouvaient.

De même, vous déclarez que votre voyage aurait été organisé et financé par votre ami mais vous n'avez pas été en mesure de dire le coût de ce voyage ni les démarches qu'il a faites pour l'organiser (audition au Commissariat général pages 6, 7).

Enfin, vous n'avez pu donner le nom complet de la dame qui vous aurait hébergée durant plusieurs mois et qui, de surcroît, était votre ancienne patronne, ce qui n'est pas crédible (audition au Commissariat général page 18).

Dès lors, vous n'êtes pas parvenue à rendre crédible votre crainte de persécution au sens de la Convention de Genève ou l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

2. La requête

1. La partie requérante prend un moyen unique de la violation de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement

des étrangers (ci-après « la loi »), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, de la motivation insuffisante ou contradictoire et dès lors de l'absence de motifs légalement admissibles, de l'erreur manifeste d'appréciation, de bonne administration, de l'excès de pouvoir et du principe général selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant connaissance de tous les éléments de la cause. Elle considère qu'en refusant à la requérante le statut de réfugiée, la partie adverse a gravement violé l'article 1, A (2) de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

2. La partie requérante conteste en substance la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce. Elle verse au dossier de la procédure une copie d'une carte de cotisation du BDK au nom de la requérante (pièce 7) et produit à l'audience deux brochures à l'entête de cette église ainsi qu'un feuillet intitulé « Kongo Dieto 552 - Le message du Grand Maître ».

3. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi

1. Dans la présente affaire, la requérante base essentiellement sa crainte de persécution sur son appartenance au mouvement Bundu Dia Kongo. Dans sa décision, le Commissaire adjoint conclut au refus de reconnaissance de la qualité de réfugié et de l'octroi du bénéfice de la protection subsidiaire en constatant que le rattachement de la requérante à l'église BDK peut être fortement remis en doute du fait des nombreuses imprécisions relevées dans les déclarations de la requérante concernant la philosophie, la devise, la structure, l'enseignement, le siège général et l'emblème de ce mouvement. Par ailleurs, il souligne une incohérence chronologique entre le moment de son retour au Bas-congo et le moment du décès et l'inhumation de ses parents. Il relève en outre une absence de démarche pour prendre contact avec une église BDK durant son long séjour à Kinshasa. Il lui reproche enfin son ignorance des modalités concernant l'organisation de son voyage ainsi que l'identité complète de son ancienne patronne.
2. Dans sa requête, la partie requérante fait valoir essentiellement que la requérante a participé uniquement aux activités religieuses du mouvement pendant son enfance à côté de ses parents et seulement par la suite à ses activités politiques : la requérante ne parlait que des activités religieuses de ce mouvement. Elle considère qu'en appréciant ses déclarations seulement en rapport avec les activités politiques de ce mouvement religieux, le CGRA n'a pas valablement motivé sa décision. La partie requérante rappelle, en outre, qu'il convient de tenir compte du niveau intellectuel de la requérante et du fait qu'elle avait à peine commencé les enseignements au sein du BDK lorsqu'elle a été obligée de les interrompre. Elle y voit des facteurs qui, conjugués au manque de clarté de certaines questions posées par l'agent interrogateur du CGRA, peuvent expliquer les imprécisions reprochées à la requérante. Concernant l'incohérence chronologique, la partie requérante fait valoir qu'elle a donné une période approximative mais qu'elle ne pourrait pas se rappeler avec précision de ces événements en raison du fait qu'il s'agit d'événements douloureux. Enfin, comme indiqué au paragraphe 2.2 *supra* elle dépose des éléments nouveaux en vue de démontrer la réalité de son appartenance à l'église Bundu Dia Kongo.
3. Lorsqu'un nouvel élément est produit devant le Conseil, *l'article 39/76, § 1er, alinéas 2 et 3 de la loi, doit être interprété en ce sens qu'il ne limite pas le pouvoir de pleine juridiction du Conseil du contentieux des étrangers qui connaît des décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides* (Cour constitutionnelle, arrêt n° 81/2008 du 27 mai 2008, dispositif, M.B. 02-07-2008). Cela implique notamment que *cette disposition doit se lire, pour être conforme à la volonté du législateur de doter le Conseil d'une compétence de pleine juridiction en cette matière, comme imposant au*

Conseil d'examiner tout élément nouveau présenté par le requérant qui soit de nature à démontrer de manière certaine le caractère fondé du recours et d'en tenir compte (idem, § B29.5).

4. Concernant la carte de cotisation au mouvement BDK présentée par la partie requérante, le Conseil procède à son examen, dès lors qu'elle répond aux conditions de l'article 39/76, §1^{er} de la loi. Toutefois, après l'avoir examinée, il constate que son contenu est inconciliable avec les déclarations de la requérante. En effet, il relève en premier lieu qu'elle a été rédigée le 12 février 2006, soit à une date à laquelle la requérante déclare qu'elle n'avait aucun lien avec l'église. Interrogée à ce propos lors de l'audience, la requérante avance comme explication que ses parents auraient payé les cotisations à son insu, et ce depuis le Bas-Congo. Cette explication ne résiste cependant pas au constat que la carte a été établie à Kinshasa. En outre, le Conseil relève que l'adresse figurant sur ladite carte ne correspond à aucune adresse mentionnée par la requérante au cours de ses différentes auditions. Enfin, la requérante reste en défaut d'expliquer pourquoi cette carte la présente comme membre en ordre de cotisation en 2006, à une époque où elle soutient qu'elle ne l'était pas, mais pas en 2007, à une époque où elle soutient en revanche qu'elle l'était. Partant, ce document ne peut se voir reconnaître aucune force probante, étant en contradiction avec les dépositions de la requérante.
5. Concernant les documents déposés à l'audience, répertoriés en pièce n°10 dans le dossier, le Conseil observe que ces documents non traduits envoyés par une personne résidant en France, apparaissent sans lien avec les faits de la cause et la partie requérante n'explique nullement en quoi ils seraient utiles à l'établissement des faits. Il ne peuvent par conséquent pas être pris en considération, n'étant pas de nature à *démontrer de manière certaine le caractère fondé du recours*.
6. A la lecture du dossier administratif, le Conseil constate que les motifs de la décision attaquée sont conformes au contenu du dossier administratif et qu'ils sont globalement pertinents, dès lors qu'ils portent effectivement sur des éléments essentiels de son récit, à savoir plus particulièrement les imprécisions concernant le mouvement BDK et par conséquent les ennuis qu'elle aurait rencontré du fait de son appartenance à celui-ci. Ainsi, le Conseil rejoint la partie défenderesse dans sa note d'observation en ce qu'elle considère qu'il est inconcevable qu'ayant été baignée dans ce mouvement depuis son enfance, avec un père pasteur dans le BDK, qu'ayant fréquenté une église BDK à son retour au Bas-Congo en 2007 et ce pendant plus d'un an, que la requérante soit incapable de donner les informations élémentaires sur ce mouvement. Le Conseil estime qu'au vu de son profil particulier, le fait qu'elle n'ait pas achevé son enseignement au sein du BDK et la référence à son niveau intellectuel ne permettent pas d'expliquer ses lacunes sur des éléments importants du mouvement.
7. Au vu de ce qui précède, et sans qu'il soit nécessaire d'examiner plus en détail les motifs de la décision attaquée et les arguments qui y répondent, le Commissaire adjoint a légitimement pu constater que les déclarations de la requérante ne suffisent pas, par elles-mêmes à établir la réalité des faits invoqués. Le Conseil considère que c'est avec raison que la décision attaquée conclut que la méconnaissance totale de la requérante du mouvement BDK empêche de croire que cette dernière en était membre et, partant, qu'elle a de ce fait des raisons de craindre d'être persécutée. En constatant que la partie requérante ne fournit aucune indication susceptible d'établir la réalité des faits qu'elle allègue et leur rattachement aux critères de l'article 1^{er}, section A, §2 de la Convention de Genève, le Commissaire adjoint expose à suffisance les raisons pour lesquelles il parvient à la conclusion que la partie requérante n'a pas établi qu'elle craint d'être persécutée. La décision est donc formellement correctement motivée. Le moyen est sans fondement en ce qu'il est pris d'une violation de l'article 62 de la loi, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes

administratifs, de la motivation insuffisante ou contradictoire et dès lors de l'absence de motifs légalement admissibles.

8. La partie requérante ne démontre pas que le Commissaire adjoint n'aurait pas statué en prenant connaissance de tous les éléments pertinents de la cause ou qu'il aurait violé l'un quelconque des principes visés au moyen. Cette partie du moyen est également sans fondement.
9. La partie requérante ne développe par ailleurs aucun moyen susceptible d'établir la réalité des faits qu'elle allègue, ni *a fortiori*, le bien fondé de ses craintes. Elle n'apporte aucune explication satisfaisante aux imprécisions et incohérences relevées, ni n'apporte le moindre commencement de preuve à l'appui de ses allégations. En conséquence, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays ou qu'elle en reste éloignée par crainte au sens de l'article 1er, section A, paragraphe 2 de la Convention de Genève. Le moyen est dénué de fondement en ce qu'il est pris d'une violation de cette disposition et, implicitement, de l'article 48/3 de la loi.

4. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi

1. L'article 48/4 de la loi énonce que : « *le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, [...]* ». Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi, « *sont considérés comme atteintes graves : a) la peine de mort ou l'exécution ; ou b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».
2. La partie requérante ne s'exprime pas spécifiquement en termes de requête quant au statut de protection visé à l'article 48/4 de la loi.
3. Pour sa part, le Conseil n'aperçoit ni dans la requête, ni dans les éléments du dossier administratif d'indice permettant de conclure qu'il y a de sérieux motifs de croire que, si elle était renvoyée dans son pays d'origine, la requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves. Dès lors que les faits allégués à la base de la demande ne sont pas tenus pour crédibles, il n'existe, en effet, pas de « *sérieux motifs de croire* » que le requérant « *encourrait un risque réel* » de subir « *la peine de mort ou l'exécution* » ou « *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine* » au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b) de la loi. D'autre part, il n'est pas plaidé que la situation à Kinshasa, où a vécu la requérante pendant presque quinze années, ou dans le Bas-Congo d'où elle est originaire, correspondrait actuellement à un contexte de conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi en sorte que cette partie de la disposition ne trouve pas à s'appliquer.
4. En conséquence, il n'existe pas en l'espèce de sérieux motifs de croire que si la partie requérante était renvoyée dans son pays d'origine, elle encourrait un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2.

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-neuf novembre deux mille huit par :

,

A. SPITAELS,

Le Greffier,

Le Président,

A. SPITAELS.

.